

CONDITIONS GENERALES DE VENTE

ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION DES CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

Les présentes Conditions Générales de Vente (ci-après les « CGV ») ont pour objet de définir les conditions et modalités de toute vente de Produits, visés dans le Bon de commande et plus généralement de toute la gamme des Produits commercialisés par la société TOPLINE (ci-après le Vendeur), à l'Acheteur. A ce titre, les CGV constituent le socle unique de la relation commerciale entre l'Acheteur et la société TOPLINE (ci-après les « Parties »).

Dans ces CGV, les termes commençant par une lettre majuscule, au pluriel comme au singulier, sont ainsi définis :

« **Acheteur** » : désigne la personne physique ou morale titulaire du Contrat souhaitant procéder à l'achat de Produits pour les besoins de son activité professionnelle ;

« **Bon de Commande** » ou « **Contrat de Matériel** » ou « **Contrat de Location** » : désigne le document signé par l'Acheteur formalisant la commande de Produits auprès du Vendeur ;

« **Dossier de financement** » : désigne le contrat de financement conclu avec un des partenaires financiers du Vendeur ;

« **Produits** » : tout produit visé dans le Bon de Commande et acquis par l'Acheteur auprès du Vendeur ;

« **Vendeur** » : désigne la société TOPLINE, société à responsabilité limitée, au capital social de 4.000 €, dont le siège social est situé au 29 route de Bischwiller à SCHILTIGHEIM (67300), immatriculée au RCS de STRASBOURG sous le n°484 692 033.

Le Contrat de Matériel ainsi que les CGV figurant au verso de celui-ci constituent l'intégralité du Contrat conclu entre l'Acheteur et le Vendeur et prévalent sur tout autre document.

Dans le cas où un contrat de maintenance est conclu entre l'Acheteur et le Vendeur, celui-ci est soumis à ses propres conditions générales de maintenance.

Toute commande de Produit implique, de la part de l'Acheteur, l'acceptation expresse et sans réserve des CGV, dont il reconnaît avoir pris parfaitement connaissance dans leur intégralité.

Les CGV applicables à l'Acheteur sont celles qui lui sont communiquées au verso du Bon de commande qu'il signe. Le Vendeur se réserve toutefois le droit de mettre à jour les CGV et à en informer l'Acheteur par tous moyens. La nouvelle version de CGV sera alors opposable à l'Acheteur qu'à condition pour lui de les accepter sans restriction ni réserve.

ARTICLE 2 : COMMANDE

L'Acheteur reconnaît expressément avoir librement choisi les Produits commandés, parmi ceux proposés par le Vendeur. Tout catalogue, prospectus, publicité ou notice n'a qu'une valeur informative et indicative. L'Acheteur est ainsi seul responsable de toutes spécifications techniques des Produits qu'il commande.

La vente de Produit n'est parfaite que si la commande de l'Acheteur a fait l'objet d'une acceptation expresse de la part du Vendeur, et précisément des chefs d'agence ou de la direction générale dans le cas d'engagements passés par des représentants du Vendeur.

Toute commande de Produit doit être confirmée par l'Acheteur au moyen de la signature d'un Bon de commande remis au Vendeur dans les plus brefs délais.

Le Bon de commande précise les modalités et conditions de paiement de la commande, notamment si la commande est passée en achat au comptant ou en location.

Dans le cas d'une commande passée en location, le Contrat est conclu sous la condition suspensive d'acceptation expresse et écrite du Dossier de financement par le partenaire Bailleur du Vendeur, ou par le vendeur lui-même.

Le choix du partenaire Bailleur se fera par Topline.

La présente pour être signée sous forme de Liasse papier, ou par signature électronique.

ARTICLE 3 : LIVRAISON

1. Livraison des Produits :

Quel que soit le Produit acheté par l'Acheteur, la délivrance de celui-ci est toujours réputée effectuée dans le lieu d'installation défini dans l'encadré « Adresse d'utilisation des équipements » ou le cas échéant à l'adresse figurant sur le cachet de l'Acheteur.

La livraison s'effectue soit par la remise directe du Produit à l'Acheteur, soit par envoi d'un avis de mise à disposition en atelier ou magasin du Vendeur à l'attention de l'Acheteur, soit par la mise à disposition du Produit dans les ateliers ou magasins du Vendeur à un expéditeur ou transporteur mandaté par l'Acheteur.

Toutefois, lorsque les Produits ainsi que leurs éventuels accessoires doivent être montés par le Vendeur, il est procédé à la livraison sur les lieux même du montage.

Faute pour l'Acheteur d'être présent ou représenté lors de la livraison, le Produit est retourné ou retenu par le Vendeur ou par le transporteur, qui se réserve alors le droit de disposer du Produit non réclamé et de reporter la livraison de la commande à une date ultérieure, aux frais exclusifs de l'Acheteur. Le montant de ces frais s'élèvera à 300€HT.

2. Délai de livraison des Produits

Le délai de livraison fixé par le Vendeur dans le Bon de commande est accepté expressément et sans réserve par l'Acheteur.

Ce délai de livraison n'est cependant donné qu'à titre indicatif et sans garantie.

Sauf stipulation expresse et par écrit entre les Parties, sur le Bon de commande, les retards de livraison ne peuvent justifier l'annulation ou la résiliation de la commande passée par l'Acheteur, ni donner lieu à une quelconque pénalité, indemnité, dommages et intérêts d'aucune sorte, ou encore au refus de paiement du prix du Produit par l'Acheteur.

L'Acheteur ne saurait par ailleurs se prévaloir d'un quelconque retard de livraison pour refuser la prise de possession du Produit livré par le Vendeur.

La responsabilité du Vendeur ne pourra en aucun cas être engagée en cas de :

- retard ou de suspension de la livraison imputable à l'Acheteur ou au transporteur mandaté par l'Acheteur ;
- non-respect par l'Acheteur des conditions de paiement telles que précisées dans le Bon de commande et les CGV ;
- défaut de fourniture en temps voulu, par l'Acheteur, des renseignements nécessaires au Vendeur ou en cas de défaut de mise à disposition par l'Acheteur des locaux de montage
- de force majeure ou d'événements entraînant l'arrêt total ou partiel des fabrications dans les ateliers des fournisseurs du Vendeur.

3. Transfert des risques

A compter de la livraison des Produits telle que définie dans les CGV, les risques liés aux Produits, tels que le risque de perte et/ou de détérioration, sont transférés à l'Acheteur.

Les Produits sont transportés aux risques et périls de l'Acheteur, qui seul sera en mesure d'exercer un recours éventuel contre le transporteur en cas de livraison prévue dans ces conditions.

4. Réception des Produits :

La réception des Produits est à la charge exclusive de l'Acheteur et le Vendeur ne saurait en aucun cas être tenu responsable à ce titre.

L'Acheteur prends ainsi réception des Produits commandés, dans un délai de quatorze (14) jours, maximum, à compter de la réception de l'avis de mise à disposition au lieu de livraison qui lui est adressé par le Vendeur, ou au moment de leur livraison par le transporteur le cas échéant.

Si l'Acheteur ne réceptionne pas le Produit dans le délai de quatorze (14) jours, ou n'est pas présent ou représenté lors de la livraison par transporteur, le Vendeur pourra de plein droit résoudre la vente, si bon lui semble, sans mise en demeure préalable à l'Acheteur, en application des dispositions de l'article 1657 du Code Civil.

Lors de la livraison, l'Acheteur doit vérifier la conformité des Produits livrés aux caractéristiques des Produits commandés et l'absence de vices apparents de ces Produits.

L'Acheteur doit faire toutes les réserves éventuelles au moment de la réception des Produits, en inscrivant, notamment sur les documents de transport en cas de livraison par transporteur, des réserves claires, précises et complètes sur les dommages constatés.

L'Acheteur doit informer le Vendeur de l'ampleur des dommages, de manière claire, précise et complète, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée dans les vingt-quatre (24) heures suivant la réception des Produits par l'Acheteur, étant rappelé qu'en cas de livraison par transporteur, le Vendeur n'est pas partie au contrat de transport et que la stipulation de réserves sur la lettre de voiture ne lui est pas opposable et ne suffit pas à justifier d'une quelconque notification à son égard.

A défaut de réserves expressément formulées par écrit, dans les conditions précitées, et accompagnés du Bon de livraison par l'Acheteur, les Produits livrés par le Vendeur seront réputés conformes en quantité et qualité à la commande passée.

Aucune réclamation ne pourra être valablement acceptée en cas de non-respect de ces formalités par l'Acheteur.

En tout état de cause, l'utilisation des Produits par l'Acheteur équivaut à leur réception de fait.

Le Vendeur ne remplacera les Produits livrés par des Produits neufs et identiques qu'en cas de vices apparents ou de défaut de conformité qui lui seraient imputables et dûment prouvés par l'Acheteur.

Les frais occasionnés dans un tel cas, par la reprise et la livraison des nouveaux Produits, sont à la charge de l'Acheteur.

En tout état de cause, les problèmes liés à la livraison ne seront pas une raison valable pour que l'Acheteur puisse annuler son Bon de Commande

ARTICLE 4 : ANNULATION ET MODIFICATION DE LA COMMANDE

L'Acheteur dispose du droit d'annuler le Bon de commande, ce délai est de 7 jours ouvrés après signature du présent Bon de Commande.

Toutefois, l'exercice de ce droit d'annulation par l'Acheteur est conditionné par le règlement préalable au Vendeur d'une somme égale à 25 % du montant H.T de la commande du Produit, dans le cadre d'une vente au comptant, et à un montant équivalent à douze (12) loyers mensuels dans le cadre d'une location.

Les éventuelles modifications des commandes demandées par l'Acheteur ne pourront être prises en compte, et en tout état de cause feront l'objet d'un second Bon de Commande.

ARTICLE 5 : PRIX

1. Prix

Tous les prix des Produits, quels qu'ils soient, s'entendent hors taxe. L'Acheteur dispose d'un délai d'option d'un mois à compter de la réception du devis pour donner suite aux propositions ainsi formulées par le Vendeur.

Passé ce délai d'option, le Vendeur se réserve le droit d'actualiser les conditions de l'offre de vente initialement proposées à l'Acheteur.

Lorsque l'exécution de la commande excède, du fait de l'Acheteur, un délai de trois (3) mois, le Vendeur se réserve le droit d'appliquer une révision du prix.

Les prix des Produits figurant au devis sont fermes et non révisables pendant leur période de validité, telle qu'indiquée par le Vendeur.

L'Acheteur reconnaît en avoir pris connaissance et les avoir expressément agréés et acceptés avant de passer une quelconque commande.

2. Modalités de paiement

- **Pour une commande réglée « au comptant » ou « en achat » :**

Les sommes versées par l'Acheteur dès signature d'un Bon de commande constituent un acompte conformément à la loi, le Contrat étant conclu définitivement.

Les conditions des paiements sont les suivantes :

- 70% du montant TTC à la commande, par prélèvement ou paiement par carte bancaire,
- Le solde à la livraison des Produits, par prélèvement.

L'acompte est exigible dès notification de la commande par la société TOPLINE à l'Acheteur.

En cas de résiliation ou d'annulation de celle-ci, l'acompte reste acquis à la société TOPLINE.

- **Pour « les frais d'installation » ou « frais annexe » :**

Les sommes versées par l'Acheteur dès signature d'un Bon de commande constituent un acompte conformément à la loi, le Contrat étant conclu définitivement.

Les conditions des paiements sont les suivantes :

- 100% du montant TTC à la commande, par prélèvement ou paiement par carte bancaire

- **Pour une commande financée par un contrat de financement ou en « location » par un partenaire financier du Vendeur :**

Il est rappelé que pour une commande financée par le biais d'un contrat de financement, le Contrat est conclu sous la condition suspensive d'acceptation expresse et écrite du Dossier de financement par le partenaire financier du Vendeur.

Pour une telle commande, le prix s'entend d'un loyer fixé en fonction de la durée de la location librement prévue par les Parties sur le Bon de commande.

Les modalités et conditions de versement du prix ainsi fixé sont déterminées entre l'Acheteur et le partenaire financier du Vendeur, et encadrés par un contrat spécifique.

- **Pour une commande financée en « location » par le vendeur lui-même : (incluant les conditions de cette location)**

Il est rappelé que pour une commande financée par le Vendeur lui-même, le Contrat est conclu sous la condition suspensive d'acceptation expresse et écrite du Dossier de financement par le Vendeur lui-même.

Pour une telle commande, le prix s'entend d'un loyer fixé en fonction de la durée de la location librement prévue par les Parties sur le Bon de commande.

La location prend effet à la date de réception des Produits par l'Acheteur (selon l'article 3). Le premier loyer est exigible à la date fixée aux conditions particulières sous réserve que celle-ci est postérieure à la prise d'effet de la location, et à défaut, à compter de la livraison des Produits : le 1^{er} jour du trimestre civil suivant lorsque le loyer est payable semestriellement ou trimestriellement ; lorsque le loyer est payable mensuellement : le 30 du mois M lorsque la livraison a eu lieu entre le 01 et 10 du mois ; le 10 du mois M +1 lorsque la livraison a eu lieu entre le 11 et le 20 du mois M ; le 20 du mois M+1 lorsque la livraison a eu lieu entre le 21 et le dernier jour du mois M.

La location est conclue pour une durée intangible qui comprend d'une part la durée irrévocable stipulée aux conditions particulières qui débute à la date d'exigibilité du premier loyer virgule et d'autre part, la période comprise entre la date de livraison et celle d'exigibilité du premier loyer cette période sera facturée aux conditions stipulées ci-après : en cas de livraison antérieure à la date d'exigibilité du premier loyer, une redevance de mise à disposition sera facturée au fur et à mesure de la livraison sur la base de la valeur des loyers prévus aux conditions particulières et calculée prorata temporis ou trentième du loyer mensuel ou au quatre-vingt dixième du loyer trimestriel par jour calendaire virgule à compter de la date de livraison des Produits correspondant jusqu'à la date d'exigibilité du premier loyer. Le premier loyer ne doit pas être confondu avec des redevances de mise à disposition prévues ci-dessus.

Le contrat ne peut pas être résilié avant le terme de la période initiale de la location sauf dans le cas et selon les modalités suivantes :

. Le contrat de location sera résilié de plein droit ,8 jours calendaires après l'envoi à l'Acheteur, par courrier recommandé avec accusé de réception, d'une mise en demeure restée infructueuse exprimant la volonté du Vendeur de se prévaloir de la résiliation dans le cas suivant : manquement de l'Acheteur à l'une de ses obligations au titre du contrat et notamment en cas de non-paiement d'une ou plusieurs échéances de loyer. Passé le délai de huit (8) jours, tout règlement ou exécution par l'acheteur des causes de la mise en demeure seront sans effet sur la résiliation du contrat acquise de plein droit.

. Le contrat de location sera résilié de plein droit sans mise en demeure préalable après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception adressé par l'Acheteur au Vendeur dans les cas suivants : cessation d'activité, cession de fonds de commerce, dissolution, fusion, scission, absorption, cession de parts ou d'actions, décès du locataire. La résiliation du contrat de location entraîne la restitution immédiate des équipements au Vendeur dans un délai maximum de 15 jours et le paiement par l'Acheteur au profit du Vendeur d'une indemnité immédiatement exigible égal au montant des loyers restants à échoir à compter de la date de résiliation et des loyers échus impayés, augmentée d'une somme forfaitaire de 10% de ladite indemnité.

. La résiliation de plein droit du contrat de location prévu légalement, notamment en cas d'application des dispositifs d'ordre public du livre VI du code de commerce sur les entreprises en difficulté rend exigible de plein droit le paiement par le locataire d'une indemnité égale au montant des loyers restant à échoir à compter de la date de résiliation et des loyers échus impayés, augmentés d'une somme forfaitaire de 10% de ladite indemnité.

. L'Acheteur pourra demander au Vendeur de mettre fin de façon anticipée au contrat de location s'il le souhaite toutefois cette résiliation ne pourra se faire qu'avec l'accord du vendeur et sous réserve du

paiement des loyers échus, des loyers à échoir jusqu'au terme initialement prévu du présent contrat pour la période contractuelle en cours, et du paiement d'un montant forfaitaire de 10% lesdites sommes.

À l'issue de la période initiale de la location le contrat sera prorogé par période successive de 12 mois sauf dénonciation par l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception 90 jours au moins avant le terme de la période de location.

L'Acheteur s'engage à régler toute somme due au titre du présent Bon de Commande et renonce à effectuer toute compensation dont il pourrait se prévaloir.

À compter de la prise d'effet de la location virgule et loyers et leurs accessoires qui sont portables et non quérables, augmentés de la TVA en vigueur sont réglés sauf stipulation contraire selon la périodicité indiquée, terme à échoir, le premier jour de chaque période à compter de la date de livraison des produits, à cet effet, l'acheteur signe un mandat de prélèvement sous la norme SEPA par lequel il autorise le vendeur à prélevé les loyers, et plus généralement toute somme due au titre du contrat, sur son compte bancaire ouvert auprès d'un établissement bancaire domicilié en France et agréé.

Tout retard dans le paiement des sommes dues au Vendeur produira un intérêt moratoire égal à trois fois le taux d'intérêt légal outre l'indemnité forfaitaire légale de 40€ par facture impayée pour frais de recouvrement, les frais divers (tels que frais de gestion, frais de dossier).

L'acheteur est informé que les factures de loyers et prestations récurrentes pourront lui être adressés par voie électronique ce qu'il accepte expressément.

C. Pénalités de retard (en cas de paiement « au comptant »)

En application de l'article L441-6 du Code de Commerce, des pénalités de retard sont exigibles le jour suivant la date de règlement figurant sur la facture, dans le cas où les sommes dues sont payées après cette date.

Le taux d'intérêt de ces pénalités est fixé conventionnellement à 1,50 % par mois.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros sera due par l'Acheteur, de plein droit, et sans notification préalable par le Vendeur, en cas de retard de paiement. Le Vendeur se réserve le droit de demander à l'Acheteur une indemnisation complémentaire si les frais de recouvrement effectivement engagés dépassaient ce montant, sur présentation des justificatifs.

En aucun cas, les paiements qui sont dus au Vendeur ne peuvent être suspendus ni faire l'objet d'une quelconque réduction ou compensation sans accord écrit de sa part.

Tout paiement qui est fait au Vendeur s'impute sur les sommes dues, quelle que soit la cause, en commençant par celles dont l'exigibilité est la plus ancienne.

De plus, si lors d'une précédente commande, l'Acheteur s'est soustrait de ses obligations (retard des paiements par exemple), aucune ristourne pour paiement comptant ou escompte pour paiement anticipé ne lui sera alors accordé.

D. Prix, devis

La livraison des Produits comprend exactement les Produits et accessoires spécifiés au devis

Pour les Produits non compris au devis, proposé par le Vendeur, de nouveaux prix et délais sont discutés spécialement entre les Parties.

En aucun cas, les conditions additionnelles applicables aux Produits commandés ne peuvent préjudicier à celles de la commande initiale.

Les devis sont établis suivant estimation des besoins et vérifiés par l'Acheteur.

Par conséquent, l'Acheteur reconnaît que les matériaux, et notamment les longueurs de câbles, de gaines, le nombre de sous-répartiteurs, ne sont donnés qu'à titre indicatif par le Vendeur et ne sauraient en aucun cas être la cause de réclamations ou de demandes de réduction de prix par l'Acheteur.

Dans le cas où les éléments tels que la longueur des gaines, câbles, sous-répartiteurs, seraient communiqués par l'Acheteur en quantité insuffisantes, le Vendeur se réserve le droit de facturer en plus des quantités supplémentaires, ainsi que la main d'œuvre et les frais de déplacement relatif à ces travaux.

ARTICLE 6 : CLAUSE DE RESERVE DE PROPRIETE

Le Vendeur se réserve expressément la propriété des Produits vendus jusqu'au paiement intégral du prix de vente des Produits, tous frais et accessoires y compris.

La propriété des Produits ainsi vendus ne sera définitivement transférée à l'Acheteur qu'à la date où celui-ci en aura payé l'intégralité du prix total. Ce transfert pourra se faire pour un montant forfaitaire s'élevant à 399€HT.

Le Vendeur se réserve donc expressément la possibilité de faire valoir sa réserve du droit de propriété et de reprendre possession des Produits vendus à l'Acheteur à tout moment en cas de non-paiement intégral du prix, même partiel.

Si un versement partiel est effectué lors d'une commande, celui-ci est qualifié d'acompte par les Parties. Tout acompte versé par l'Acheteur restera acquis au Vendeur à titre d'indemnisation forfaitaire, sans préjudice de toutes autres actions qu'elle serait en droit d'intenter de ce fait à l'encontre de l'Acheteur.

L'Acheteur s'oblige personnellement, à l'égard du Vendeur, à ne pas disposer par quelque moyen que ce soit, ni en pleine propriété, ni par constitution de gage ou nantissement, des Produits achetés, avant leur paiement intégral.

Il est expressément rappelé que les risques, notamment de perte et/ou de détérioration des Produits, sont transférés comme indiqué aux Acheteurs dès la livraison des Produits.

L'Acheteur déclare assumer, dès la livraison des Produits qui l'en constitue ainsi gardien, tous risques quels qu'ils soient, et demeurer en conséquence responsable de tout dommage pouvant survenir aux Produits, même par cas fortuit ou force majeure.

L'Acheteur garantira ce risque auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, et justifiera du paiement des primes sur toute demande qui pourrait en être faite par le Vendeur, et ce dans les plus brefs délais.

En cas de reprise des Produits par le Vendeur, par le jeu de la clause de réserve de propriété, outre le règlement des frais de déconnexion et de retour, ainsi qu'éventuellement les frais de remise des équipements, l'Acheteur sera redevable d'une indemnité de résolution égale à 30 % du prix facturé hors taxe des Produits repris.

Toutefois, le Vendeur se réserve soit, le droit d'agir en exécution forcée du Contrat afin d'obtenir le prix total des équipements, sans préjudice de tout dommages intérêts, soit de mettre en œuvre la résolution du Contrat de vente.

Dans une telle hypothèse, la vente de Produits sera résolue de plein droit, à l'expiration d'un délai de huit (8) jours après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de l'Acheteur par le Vendeur, demeurée infructueuse.

ARTICLE 7 : GARANTIE

Les Produits neufs fournis par le Vendeur sont garantis un (1) an à compter de la livraison ou de la terminaison des travaux de montage exécutés par les soins du Vendeur, contre tous les défauts de matières et tous les vices de construction, à la charge pour l'Acheteur de prouver l'existence de ces défauts ou vices apparents et leur imputabilité au Vendeur.

Cette garantie donnée par le Vendeur est strictement limitée, soit à l'échange gratuit des produits défectueux, soit à la réparation gratuite des Produits.

Si l'Acheteur demande expressément, dans le cadre de la garantie, une réparation ou un échange sur son site, il sera facturé en sus les frais de main d'œuvre et de déplacement à l'Acheteur.

Pour un échange standard du produit défectueux, l'envoi du produit défectueux sera à la charge de l'Acheteur. Aussi l'Acheteur sera dans l'obligation de suivre la procédure qui lui sera donnée par les services support du Vendeur.

Les garanties ne peuvent être invoquées par l'Acheteur pour obtenir l'échange ou la réparation gratuite des pièces détériorées des Produits par suite d'accident, utilisation défectueuse des Produits, défaut de surveillance ou d'entretien, modification apportée lors de l'intervention du Vendeur, mauvais état des lieux, dégâts consécutifs à un incendie, à une inondation, à des accidents, à des bris, chocs ou chutes, à des sous-tensions électriques de toute nature, à la foudre, à l'humidité ou à la chaleur ambiante ou toute autre cause ne provenant pas du fait du Vendeur.

De convention expresse, la garantie donnée par le Vendeur ne peut en aucun cas engager sa responsabilité ni donner lieu à quelque titre que ce soit à une demande d'indemnité ou de dommages intérêts.

Sauf stipulation de la part du Vendeur, les pièces des Produits sujettes à une usure rapide (cordons, composants...) ne comportent aucune garantie après leur mise en service.

Les fournitures de matériels d'occasions et les réparations de matériels usagés, auquel cas, ce sera précisé sur le Bon de commande signé, sont faites sans aucune garantie.

L'échange, la réparation ou la modification d'une pièce pendant la période de garantie ne peuvent avoir pour effet de prolonger ladite période.

Les produits vendus sont couverts par la garantie légale des vices cachés, au sens de l'article 1641 du Code Civil.

L'Acheteur a huit (8) jours pour dénoncer au Vendeur, par lettre recommandée avec accusé de réception tout problème de garantie, à peine d'irrecevabilité ensuite.

Aucune demande d'indemnité n'est recevable pour les dommages dits indirects au sens de la jurisprudence.

De convention expresse, la responsabilité du Vendeur est exclue en cas de survenance d'un événement échappant à son contrôle et notamment parce qu'il a eu une force majeure, ou d'un cas fortuit.

Les obligations contractuelles du Vendeur ne découlent que des conventions conclues conformément aux dispositions stipulées aux CGV.

Quelle que soit la nature du dommage invoqué des modalités de l'action mise en œuvre par le client, la responsabilité est limitée à la réparation des dégâts matériels causés au Produit contractuel.

Le Vendeur exclue donc expressément toute autre responsabilité au titre des dommages matériels ou immatériels directs ou indirects et à la réparation de tout préjudice financier découlant notamment d'une perte de bénéfice, la privation d'un droit, l'interruption d'un service rendu par une personne ou un bien, etc. pour autant que de telles limitations ou exclusions soient contractées dans les dispositions légales en vigueur de caractère impératif.

ARTICLE 8 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le Vendeur déclare être titulaire, sans réserve ni restriction, des droits de propriété, tant intellectuelle que matérielle, sur les études, projets et documents de toute nature, remis ou envoyés par le Vendeur à l'Acheteur à l'occasion de la signature du Contrat.

De telles études, projets et documents ne peuvent être communiqués ni exécutés sans l'autorisation expresse et écrite du Vendeur et doivent lui être restitués sur sa demande.

Les programmes du logiciel qui seraient utilisés dans le cadre d'une commande passée par l'Acheteur sont également la propriété, tant intellectuelle que matérielle, sans réserve ni restriction, du Vendeur.

Il ne sera en aucun cas possible d'intervenir pour modification ou copie de telles études, projets, documents et/ou programmes du logiciel, sans accord préalable, express et écrit du Vendeur et qu'en présence de techniciens ou ingénieurs du Vendeur.

A défaut, le Vendeur ne pourra être tenue responsable pour toute perturbation dans le fonctionnement de l'installation qui résulterait des modifications des programmes. Toute intervention liée à un tel dysfonctionnement sera facturée à l'Acheteur.

En aucun cas les présentes ne peuvent être interprétées comme constituant une cession, un transfert, une vente, directe ou indirecte, desdits droits au profit de l'Acheteur.

Le Vendeur concède à l'Acheteur qu'un droit d'utilisation incessible et limité, sur les seuls Produits et accessoires qui lui sont livrés par celui-ci, et qui sont identifiés dans le Bon de livraison ou sur le Contrat de maintenance.

Ce droit d'utilisation cesse lors de la déconnexion ou de la mise au rebut des matériels identifiés, ou à l'issue du Contrat.

ARTICLE 9 : SIGNATURE ELECTRONIQUE

La signature du Bon de Commande est susceptible d'être effectué par voie électronique. Dans le cas d'une signature électronique du bon de commande les parties déclarent et garantissent ce qui suit : les parties reconnaissent que le contrat signé par voie électronique fera foi entre elles, au même titre que s'ils avaient été signés de façon manuscrite et le dispositif de signature électronique utilisé permet de garantir et constituer la preuve de l'identification des signatures, la préservation de l'intégralité du contenu du contrat, la préservation de la confidentialité des données, l'horodatage des envois et réceptions. Les parties renoncent expressément à contester la recevabilité, la validité et la force probante de la signature électronique elles reconnaissent également que le contrat signé par voie électronique sera admis comme un original devant les tribunaux et fera preuve du contenu qu'il contient dans les mêmes conditions et avec la même force probante qu'un document revêtu d'une signature manuscrite, conformément aux articles 1366 à 1367 du code civil

ARTICLE 10 : JURIDICTION COMPETENTE - DROIT APPLICABLE

TOUS LITIGES, DIFFERENDS OU CONTESTATIONS RELATIFS A LA VALIDITE, L'INTERPRETATION ET A L'EXECUTION DU CONTRAT, RELEVANT DE LA COMPETENCE EXCLUSIVE DES TRIBUNAUX DE STRASBOURG.

CETTE CLAUSE DE COMPETENCE S'APPLIQUE MEME EN CAS DE REFERE, DE DEMANDE INCIDENTE OU DE PLURALITE DE DEFENDEURS OU D'APPEL EN GARANTIE.

Le droit applicable au Contrat est le droit français.

Le domicile des Parties est celui de leur siège social conformément à ce qui est indiqué sur le Bon de commande signé.